

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 10/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CPO_COMPAGNIE PETROLIERE DE L'OUEST

Dépôt de Ouistreham
Rue de la Crête au Coq
14150 Ouistreham

Références : 2025 - 360
Code AIOT : 0005300452

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement CPO_COMPAGNIE PETROLIERE DE L'OUEST implanté Dépôt de Ouistreham Rue de la Crête au Coq 14150 Ouistreham. L'inspection a été annoncée le 17/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CPO_COMPAGNIE PETROLIERE DE L'OUEST
- Dépôt de Ouistreham Rue de la Crête au Coq 14150 Ouistreham
- Code AIOT : 0005300452
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Les activités du site comportent la réception de gazole et fioul domestique par pipeline TRAPIL et des additifs par camions, le stockage des produits dans les réservoirs ou ballon et le chargement des camions citernes (PCC) pour livraison aux clients. Le transfert des produits s'effectue par canalisations et les expéditions par des postes de chargement des camions. Le site comporte 7 réservoirs aériens (bacs 11 à 17) et une citerne compartimentée pour les additifs.

Cinq personnels permanents travaillent sur le site (un chef de dépôt, son adjoint et 3 opérateurs).

Les horaires d'ouverture du dépôt sont de 5h30 à 17h45 (dernier camion entrant). Un gardien assure la surveillance du dépôt la nuit de 18h30 à 5h20 ainsi que les jours fériés et week-end.

Le site dispose de réserves incendie et de pistes périphériques pour l'accès des pompiers, avec aires de dégagement. Le site fonctionne avec un système d'astreinte en plus de la présence du gardien. Ce site dispose d'une télésurveillance et d'une alarme périmétrique.

Un arrêté préfectoral du 27/07/2020 a permis d'acter le changement d'exploitant au profit de la société CPO (COMPAGNIE PETROLIERE DE L'OUEST) qui est une marque du groupe TOTAL Energies Proxi Nord Ouest (l'ancien exploitant étant DMS DCA-MORY SHIPP).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- AR - 7

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste de mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 3 et 4	Demande d'action corrective	6 mois
2	Liste MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III – point 6	Demande d'action corrective	6 mois
3	MMR - efficacité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-A	Demande d'action corrective	6 mois
4	Prévention des débordements de bac	Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 4.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Maîtrise des fuites	Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 4.4.5	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	MMR - cinétique	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 5	Sans objet
7	MMR - testabilité, maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	MMR - indisponibilité et gestion des shunts	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B	Sans objet
9	Utilités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi par l'exploitant des Mesures de Maîtrise des Risques identifiées dans son étude de dangers est primordial pour assurer la sécurité de ses installations. Cette inspection a porté sur l'organisation mise en place au sein du dépôt CPO de Ouistreham pour suivre ses MMR, sans revenir sur les travaux entrepris pour maîtriser, en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/10/2021, les fuites d'hydrocarbures ayant pour origine une tuyauterie à l'intérieur du dépôt hors rétentions des bacs, qui ont fait l'objet d'autres inspections.

L'exploitant a mis en place une organisation lui permettant d'assurer la maintenance, tant en interne qu'avec des partenaires extérieurs, de ses dispositifs de sécurité. Toutefois, des améliorations sont à apporter pour s'assurer que l'ensemble des chaînes de sécurité sont bien maîtrisées, intégrant la détection puis le traitement puis les actions.

Aussi l'exploitant doit compléter sa liste de MMR :

- * d'une part en incluant les tuyauteries hors rétentions des bacs,
- * et d'autre part en listant tous les items prévus par l'arrêté ministériel du 26/05/2014 modifié dans son annexe III - point 6 ; ceci afin d'avoir une vision synthétique du fonctionnement et du suivi dans le temps de chaque MMR.

Il doit reprendre ses fiches MMR, pour :

- * d'une part préciser, pour chacune de ses MMR, les éléments que sont la détection, le traitement, puis les actions ;
- * et d'autre part détailler et justifier le cas échéant, pour chacune, si le traitement est réalisé par un automate de sécurité ou un automate de conduite.

Le cas échéant, il devra prendre des mesures pour assurer l'indépendance des MMR instrumentées, notamment entre les MMR associées aux sécurités de niveau haut, de niveau très haut, et le dispositif de mesure de niveau en exploitation, visant à éviter un débordement de bac, en application de l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral du 24/12/2014.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste de mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 3 et 4
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Prescription contrôlée :
<u>Article 3.5.1 - Liste de Mesures de Maîtrise de Risques</u>

L'exploitant établit la liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qui s'y rapportent. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. Cette liste contient a minima les détections visées aux articles 3.5.4., les sécurités de niveaux des réservoirs visés à l'article 4.1.2. et la défense contre l'incendie.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

Article 4.4.5 - Maîtrise des fuites

Les fuites d'hydrocarbures ayant pour origine une tuyauterie à l'intérieur du dépôt doivent être contenues de façon appropriée sur le site. A cette fin, ces fuites seront contenues soit dans les rétentions prescrites pour les réservoirs de liquides inflammables dès lors que la fuite a lieu dans cette rétention, soit dans des volumes de confinement à l'intérieur du site pour les tuyauteries hors rétention des bacs. (...)

Le site dispose de détecteurs d'hydrocarbures liquides en quantité adaptée à une détection efficace dont le nombre et la disposition sont issus d'une étude réalisée par l'exploitant et tenant compte des caractéristiques des produits. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments en attestant.

Sur détection d'hydrocarbures, l'arrêt de tous mouvements d'hydrocarbures (y compris la vidange gravitaire des bacs) est déclenché automatiquement, éventuellement après temporisation. L'exploitant prend aussi les mesures organisationnelles nécessaires pour interrompre toute fuite de tuyauteries d'hydrocarbures. (...)

L'exploitant remet au plus tard le 31 décembre 2015 l'étude justifiant la suffisance des mesures de maîtrises des risques (rétention, détection, arrêt de la fuite) à mettre en place et le respect des critères susvisés.(...)

Constats :

Pour répondre à une demande de l'inspection lors de la visite, l'exploitant a transmis par mel du 19/05/25 une liste de Mesures de Maîtrise des Risques du site CPO de Ouistreham, non référencée et non datée.

5 MMR y sont listées ; elles sont précisées en annexe confidentielle à ce rapport.

Cette liste reprend des détections visées aux articles 3.5.4., les sécurités de niveaux des réservoirs visés à l'article 4.1.2. et la défense contre l'incendie.

Par contre cette liste ne mentionne pas les MMR (rétention, détection, arrêt de la fuite) imposées à l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 24/12/2014 pour maîtriser les fuites d'hydrocarbures ayant pour origine les tuyauteries à l'intérieur du dépôt mais hors rétentions des bacs.

Pour rappel, et en réponse à une demande de l'exploitant exprimée pendant la visite, le rapport de l'inspection des installations classées destiné au CODERST et daté du 17 octobre 2014 résulte de l'instruction de :

* l'étude de dangers du dépôt révisée, remise par l'exploitant le 6 novembre 2007, puis complétée les 8 septembre, 15 octobre, 7 novembre, 18 et 19 décembre 2008, 10 mars et 7 mai 2009 à la demande de l'inspection des installations classées

* le courrier TOTAL Raffinage Marketing du 28 janvier 2011 concernant la suppression du stockage

<p>des essences</p> <ul style="list-style-type: none"> * les courriers DMS des 1^{er} juin et 3 août 2012 * le courrier DREAL du 20 septembre 2012 * les courriers DMS des 26 octobre 2012 et 18 janvier 2013 * et les compléments du 22 septembre 2014 <p>L'instruction de ces différents éléments de l'étude de dangers a abouti à l'arrêté préfectoral du 24/12/2014 encadrant les activités du dépôt, comme cela est d'ailleurs rappelé dans ses "Vus" (arrêté modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27/07/2020 actant le changement d'exploitant vers la société CPO).</p> <p>Depuis, l'exploitant a réalisé des travaux sur le dépôt pour maîtriser les fuites d'hydrocarbures ayant pour origine les tuyauteries à l'intérieur du dépôt mais hors rétentions des bacs, en réponse notamment à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 octobre 2021. (ces travaux ont fait l'objet d'autres inspections, et ne sont pas à l'ordre du jour de celle-ci)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°1 : La liste de MMR du dépôt de Ouistreham doit être complétée, sous 6 mois, en application de l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 24/12/2014, des MMR (rétention, détection, arrêt de la fuite) imposées permettant de maîtriser les fuites d'hydrocarbures ayant pour origine les tuyauteries à l'intérieur du dépôt mais hors rétentions des bacs.</p> <p>L'exploitant doit préciser comment il a défini ces MMR au regard de l'étude des dangers du site de 2007 complétée jusqu'à 2014 et de ses compléments postérieurs, et fournira les justificatifs associés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 2 : Liste MMR

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III – point 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Liste MMR (Site SEVESO)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers.</p> <p>« Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux. »</p> <p>(cf. AM du 28/02/2022 modifiant l'AM du 26/05/2014 et du 04/10/10)</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour répondre à une demande de l'inspection lors de la visite, l'exploitant a transmis par mel du 19/05/25 une liste de Mesures de Maîtrise des Risques du site CPO de Ouistreham, non référencée et non datée.</p> <p>5 MMR y sont listées.</p> <p>Toutefois, le document envoyé ne reprend pas tous les items prévus par l'arrêté ministériel du</p>

26/05/2014 modifié, notamment n'y figurent pas son efficacité, son action, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux.

Le récapitulatif de ces éléments dans un même tableau vise à avoir une vision synthétique du fonctionnement et du suivi dans le temps de chaque MMR.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 : Sous 6 mois, l'exploitant doit communiquer à l'inspection des installations classées la liste des mesures de maîtrise des risques complétée de manière à ce qu'elle réponde à l'annexe III - point 6 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 modifié. Le récapitulatif de ces éléments dans un même tableau vise à avoir une vision synthétique du fonctionnement et du suivi dans le temps de chaque MMR.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : MMR - efficacité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-A

Thème(s) : Risques accidentels, Efficacité y compris indépendance

Prescription contrôlée :

Applicable aux installations existantes à compter du 1er juillet 2023

A. - L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; Ces actions sont tracées.

- (...)

Constats :

L'exploitant a rédigé des fiches MMR expliquant le fonctionnement des Mesures de Maîtrise des Risques de son site. Par sondage, l'inspection s'est intéressée à la MMR intitulée "Niveaux NH/NTH - Sécurité anti-débordement de bac en réception pipe", dans la liste de MMR fournie par la société CPO suite à l'inspection, par mel du 19/05/2025.

Cette fiche MMR ne détaille pas les différents composants de la chaîne de sécurité, à savoir : détection -> mode de traitement -> actions mises en œuvre

Les explications fournies par l'exploitant pendant l'inspection n'étaient pas claires concernant le traitement composant cette MMR reliée aux NH / NTH.

En effet, selon la circulaire du 10/05/2010¹, une MMR est « un ensemble d'éléments techniques et/ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité ». On distingue parfois :

- les mesures (ou barrières) de prévention : mesures visant à éviter ou limiter la probabilité d'un évènement indésirable, en amont du phénomène dangereux ;
- les mesures (ou barrières) de limitation : mesures visant à limiter l'intensité des effets d'un phénomène dangereux ;
- les mesures (ou barrières) de protection : mesures visant à limiter les conséquences sur les cibles potentielles par diminution de la vulnérabilité.

Selon le guide DT93, toute mesure de maîtrise des risques instrumentée comprend chacun des éléments suivants : un système de détection → un système de traitement de l'alerte → des actions mises en œuvre.

1 Circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003

Les éléments détection -> traitement -> actions sont également à compléter dans les autres fiches MMR fournies par la société CPO et concernant :

- * "les détecteurs hydrocarbures liquides" (associés aux scénarios 'feu de cuvette nord', 'feu au pipeway', 'feu parking PP', 'déversement accidentel dans le séparateur'),
- * "la défense contre l'incendie"

cf point d'inspection suivant concernant les justificatifs apportés par l'exploitant concernant l'efficacité de la MMR intitulée "Niveaux NH/NTH - Sécurité anti-débordement de bac en réception pipe"

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3 : Afin d'assurer un suivi exhaustif et efficace dans le temps de ces dispositifs de sécurité, l'exploitant doit fournir sous 6 mois à l'inspection les fiches de chacune des MMR issues de son étude de dangers, précisant les différents éléments constitutifs de chaque MMR que sont la détection -> le traitement -> puis les actions.

Un schéma fonctionnel clair doit être élaboré, détaillant le mode de traitement et les actions menées en cas d'atteinte de chacun des NH puis NTH pour interrompre l'alimentation en hydrocarbure, en précisant si ces actions sont automatiques ou non, après temporisation ou non. Les systèmes de traitement constituant chacune des mesures de maîtrise des risques du dépôt sont à détailler dans ces fiches MMR, qui apportent peu d'éléments sur cette étape primordiale. L'exploitant précisera et justifiera, pour chaque MMR, si le traitement est assuré par un automate de conduite ou par un automate de sécurité (dont il précisera alors le SIL). Il justifiera de l'indépendance de ses MMR instrumentées.

L'exploitant précisera les actions mises en œuvre pour répondre aux observations émises par la société CEFF lors de son intervention du 20/11/2024 dans le cadre de la maintenance des API et supervision, même si le prestataire conclut que les automates analysés sont dans un état de fonctionnement satisfaisant et opérationnel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Prévention des débordements de bac

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 4.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : Les réservoirs de liquides inflammables sont équipés : <ul style="list-style-type: none">• d'un dispositif de mesure de niveau fonctionnant de façon continue dont le signal est utilisé pour les asservissements de conduite des opérations de réception (telles que le changement de réservoir ou l'arrêt de la réception)• d'une sécurité de niveau haut, correspondant au premier niveau de sécurité situé au-dessus du niveau maximum d'exploitation :<ul style="list-style-type: none">▪ indépendante du dispositif de mesure du niveau ;▪ installée de façon à pouvoir être contrôlée régulièrement ;▪ programmée pour que l'atteinte du niveau de sécurité haut :<ul style="list-style-type: none">▪ génère une alarme visuelle et sonore ;▪ génère l'envoi d'une information vers l'opérateur du transporteur ;▪ stoppe automatiquement la réception, éventuellement de façon temporisée, par action sur la vanne d'arrivée du liquide inflammable ;▪ positionnée de façon à ce que, compte tenu de la vitesse de remplissage et du temps de manœuvre des vannes, la réception de liquides inflammables soit arrêtée dans le réservoir avant que le liquide n'atteigne le niveau très haut même lorsque la temporisation prévue à l'alinéa précédent est mise en œuvre.• d'une sécurité de niveau très haut, correspondant à un second niveau de sécurité situé au-dessus du niveau haut :<ul style="list-style-type: none">▪ indépendante du dispositif de mesure de niveau et de la sécurité de niveau haut ;▪ installée de façon à pouvoir être contrôlée régulièrement ;▪ programmée pour que l'atteinte du niveau de sécurité très haut entraîne un arrêt immédiat de la réception par la fermeture de la vanne d'arrivée produit et la fermeture de la vanne d'entrée du réservoir ;▪ positionnée de façon à ce que, compte tenu de la vitesse de remplissage et du temps de manœuvre des vannes, la réception de liquides inflammables soit arrêtée avant le débordement du réservoir. Les réservoirs réceptionnant les produits par camions-citerne et ne réceptionnant pas des produits par pipeline peuvent n'être équipés que : <ul style="list-style-type: none">• d'une alarme de niveau relayée à une présence permanente de personnel disposant des consignes indiquant la marche à suivre pour interrompre dans les plus brefs délais le remplissage du réservoir et configurée de façon à ce que la personne ainsi prévenue arrête la réception de liquides inflammables avant le débordement du réservoir ;• ou d'un limiteur mécanique de remplissage dont la mise en œuvre est conditionnée à la cinétique d'un éventuel sur-remplissage ;• ou d'une sécurité instrumentée réalisant les actions nécessaires pour interrompre le remplissage du réservoir avant l'atteinte du niveau de débordement.
Constats :

Pour prévenir les débordements de bacs, selon la procédure et le rapport de maintenance établis par la société Larco pour les sondes de niveau NH et NTH, datés du 12/02/2024 :

- En cas d'atteinte du NH, correspondant au premier niveau de sécurité situé au-dessus du niveau maximum d'exploitation :
 - un voyant doit s'allumer au niveau de la supervision
 - une alarme sonore doit retentir
 - une information téléphonique doit être envoyée vers Trapil
- En cas d'atteinte du NTH, correspondant à un second niveau de sécurité situé au dessus du niveau haut NH, en plus de ces actions, sont lancées les actions supplémentaires suivantes :
 - la réception doit être stoppée, par fermeture automatique de la vanne d'entrée du bac (au maximum en 2 minutes)

Toutes ces actions ont été vérifiées par la société Larco lors de son contrôle du 12/02/2024 sur les 7 bacs du dépôt.

L'arrêté préfectoral demande également à ce que l'atteinte du NTH entraîne un arrêt immédiat de la réception par la fermeture de la vanne d'arrivée produit. L'exploitant a précisé que cela est vérifié par sondage à chaque contrôle de Larco ; en février 2024, cela a fonctionné sur le bac 11 - envoi de l'information à Trapil et arrêt des pompes ont été vérifiés.

Il est indispensable que la MMR soit précisée par l'exploitant dans sa fiche MMR. cf point d'inspection précédent

Lors du tour terrain en inspection, les inspecteurs ont procédé à un test de MMR associée au niveau NH du bac n°13. Une alarme sonore a retenti en salle de commande, un gyrophare s'est allumé, une alarme est apparue sur le PC supervision, ainsi qu'une indication 'carte Larco activée', une alerte est arrivée sur le portable du gardien.

L'inspection a demandé au personnel d'exploitation présent en salle de contrôle les actions qu'ils réaliseraient en cas de déclenchement du NH. Une levée de doute serait réalisée pour confirmer ou non un débordement d'hydrocarbure, comme indiqué dans une fiche réflexe.

La philosophie est surtout d'anticiper tout débordement en procédant à des vérifications, en amont des transferts d'hydrocarbure, des creux dans les bacs notamment ; ces contrôles sont tracés.

Pour justifier l'efficacité de la MMR intitulée "Niveaux NH/NTH - Sécurité anti-débordement de bac en réception pipe", regardée par sondage, l'exploitant a fourni à l'inspection le document technique LOG n° LO EIA GS 002 relatif aux "niveaux de sécurité des réservoirs - calcul pour le positionnement des bacs verticaux" pour un bac.

Les critères de conception de cette MMR étudiée sont formalisés par l'exploitant dans un tableur présenté lors de l'inspection. Des précisions sont apportées en annexe confidentielle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°4 : Les explications fournies par l'exploitant lors de l'inspection sur le fonctionnement des MMR associées aux NH et NTH n'étaient pas claires (actions déclenchées avec ou sans temporisation, en automatique ou non...). Cela devra être clarifié dans les fiches MMR. L'exploitant doit justifier sous 6 mois que les MMR associées aux NH et NTH sont indépendantes

entre elles et indépendantes du dispositif de mesure du niveau en exploitation, comme cela est imposé par l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral du 24/12/2014.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Maîtrise des fuites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 4.4.5

Thème(s) : Risques accidentels, MMR

Prescription contrôlée :

Les fuites d'hydrocarbures ayant pour origine une tuyauterie à l'intérieur du dépôt doivent être contenues de façon appropriée sur le site. A cette fin, ces fuites seront contenues soit dans les rétentions prescrites pour les réservoirs de liquides inflammables dès lors que la fuite a lieu dans cette rétention, soit dans des volumes de confinement à l'intérieur du site pour les tuyauteries hors rétention des bacs. (...)

Le site dispose de détecteurs d'hydrocarbures liquides en quantité adaptée à une détection efficace dont le nombre et la disposition sont issus d'une étude réalisée par l'exploitant et tenant compte des caractéristiques des produits. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments en attestant.

Sur détection d'hydrocarbures, l'arrêt de tous mouvements d'hydrocarbures (y compris la vidange gravitaire des bacs) est déclenché automatiquement, éventuellement après temporisation. L'exploitant prend aussi les mesures organisationnelles nécessaires pour interrompre toute fuite de tuyauteries d'hydrocarbures. Chacune des deux mesures précitées, technique ou organisationnelle, permet d'arrêter la fuite en cas de défaillance de l'autre en un temps le plus réduit possible et au plus égal à 60 minutes après le début de la fuite. Ces dispositifs sont testés et maintenus périodiquement selon des procédures écrites. Ces dispositifs sont en place au plus tard le 31 décembre 2016. L'exploitant remet au plus tard le 30 juin 2015 une étude sur la mise en place d'un organe de sectionnement sur chaque tuyauterie de remplissage des réservoirs depuis l'entrée du site et le plus en amont possible, dont la fermeture est asservie à la détection d'hydrocarbures visée supra.

L'exploitant remet au plus tard le 31 décembre 2015 l'étude justifiant la suffisance des mesures de maîtrises des risques (rétention, détection, arrêt de la fuite) à mettre en place et le respect des critères susvisés.
(...)

Constats :

L'exploitant a expliqué avoir mis en place 3 détecteurs d'hydrocarbures dans la rétention construite autour des tuyauteries à l'intérieur du dépôt hors rétentions des bacs. Selon les explications fournies par l'exploitant, qui devront être précisées dans une fiche MMR, en cas de déclenchement d'1 détecteur hydrocarbure, une alarme doit apparaître sur la supervision en salle de contrôle, ainsi qu'une alarme sonore et visuelle sur le dépôt.

Si 2 détecteurs hydrocarbure se déclenchent, il doit y avoir, en plus des remontées d'alarmes, un arrêt automatique des transferts d'hydrocarbure, via la fermeture de la vanne de réception HP Trapil. Cela a été vérifié par la société CEFF lors du test du 17/05/2023 ; cela fonctionnait correctement au vu de leur rapport du 19/05/2023.

Lors du tour terrain pendant l'inspection, un test de déclenchement d'un détecteur hydrocarbure, situé dans le pipeway tuyauteries hors rétentions de bacs, a été lancé. En salle de commande, une alarme 'détection HCC pipeway 2' s'est déclenchée, et la visio de la supervision a basculé sur la localisation de ce détecteur, un gyrophare s'est allumé, une sirène a retenti sur le dépôt ; tout cela en environ 15 secondes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3 - L'exploitant doit établir des fiches MMR détaillant l'ensemble de la chaîne de sécurité détection - traitement -action.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : MMR - cinétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Cinétique

Prescription contrôlée :

L'adéquation entre la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité mises en place ou prévues et la cinétique de chaque scénario pouvant mener à un accident doit être justifiée. Cette adéquation est vérifiée périodiquement, notamment à travers des tests d'équipements, des procédures et des exercices des plans d'urgence internes.

Constats :

Pour justifier l'efficacité de la MMR intitulée "Niveaux NH/NTH - Sécurité anti-débordement de bac en réception pipe", regardée par sondage, l'exploitant a fourni à l'inspection le document technique LOG n° LO EIA GS 002 relatif aux "niveaux de sécurité des réservoirs - calcul pour le positionnement des bacs verticaux" pour le bac n°11 de diamètre 30 mètres.

Les critères de conception des MMR "NH", et "NTH" sont formalisés par l'exploitant dans un tableur présenté lors de l'inspection. cf point d'inspection précédent

Selon l'exploitant, les hypothèses prises en compte sont en cohérence avec la cinétique de l'ensemble de la MMR.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : MMR - testabilité, maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B

Thème(s) : Risques accidentels, MMR

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Applicable aux installations existantes à compter du 1er juillet 2023</p> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. ... Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a vérifié par sondage que les MMR inspectées font l'objet de tests permettant de vérifier leur bon fonctionnement. Des précisions sont apportées en annexe confidentielle.</p> <p>La société CPO a indiqué réaliser 2 types de contrôles :</p> <ul style="list-style-type: none"> * certains réalisés en interne par les opérateurs du dépôt, formés sur la base d'une consigne portant sur la détection et la remontée des alarmes ; les opérateurs qui font les contrôles tournent régulièrement (ce n'est pas toujours la même personne qui assure ces contrôles) ; les résultats des tests, réalisés à fréquence annuelle, sont tracés * d'autres sont assurés par la société Larco notamment ; ce prestataire extérieur réalise la maintenance des MMR associées aux NH / NTH et aux détections hydrocarbures par exemple, selon une fréquence annuelle. <p>La société CPO a présenté son organisation pour vérifier le respect des fréquences de maintenance. Elle dispose d'un "tableau de bord" annuel récapitulant les contrôles internes et les contrôles réalisés par les sous-traitants. Grâce à un "planning des interventions annuelles" des entreprises extérieures, présenté en inspection, l'exploitant s'assure que ses sous-traitants interviennent à la bonne fréquence.</p> <p>L'inspection a ainsi pu vérifier par sondage les dernières dates de vérification de la MMR associée aux NH / NTH - sécurité anti débordement de bac en réception pipe :</p> <ul style="list-style-type: none"> . dernier contrôle interne du 06/08/2024 tracé, . dernier contrôle réalisé par la société Larco le 12/02/2024, qui a vérifié le bon fonctionnement de cette MMR sur les 7 bacs du dépôt. Toutes les actions prévues dans la MMR ont été testées sauf l'arrêt des pompes Trapil testé sur 1 seul bac. Le rapport de la société Larco conclut "systèmes en état de fonctionnements dans le périmètre Larco".
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°5 : La société CPO fournira à l'inspection des installations classées, sous 6 mois, les contrôles réalisés en 2025 sur la MMR "NH/NTH- sécurité anti débordement de bac en réception pipe"</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>N° 8 : MMR - indisponibilité et gestion des shunts</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Indisponibilité de la MMR et gestion des shunts</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Applicable aux installations existantes à compter du 1er juillet 2023</p> <p>B.-... L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les explications données par l'exploitant en inspection, en cas d'indisponibilité d'une MMR, un mode dégradé doit être défini avec le chef de dépôt, et des mesures compensatoires écrites et diffusées. Ce mode dégradé doit être validé, signé par un membre du Codir.</p> <p>Ce n'est pas arrivé dernièrement, au regard des informations fournies, mais en cas de problème de fonctionnement de MMRs associées aux Niveaux Hauts et Niveaux Très Hauts des bacs, il n'y aurait pas de réception d'hydrocarbure autorisée sur le dépôt.</p> <p>Un exemple de mode dégradé établi pour 2024 a pu être présenté en inspection. Il concernait le dysfonctionnement d'une vanne située sur le réseau de défense contre l'incendie du site, donnant lieu à une alarme clignotante en salle de contrôle. En attendant la fourniture d'une nouvelle vanne, prévue sous 6 à 8 semaines selon le document présenté, il était prévu de laisser la vanne en ouverture permanente. Le mode opératoire était précisé par écrit, signé des opérateurs le 13/06/2024. Selon l'exploitant, il était affiché le temps nécessaire en salle POI, en salle opérateurs, ...</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Utilités

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité des MMR (utilités)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions du présent article sont réalisés avant le 1er janvier 2026.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant a précisé que pour faire face à des micro-coupures électriques sur son site, il dispose d'onduleurs.

Il y a également un groupe électrogène pour prendre le relai en cas de coupure électrique sur les dispositifs de sécurité, sûreté.

En cas de longue coupure électrique, la consigne est d'arrêter toute exploitation, tout transfert d'hydrocarbure sur le dépôt.

Type de suites proposées : Sans suite